BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

RAPPORT D'ACTIVITÉ
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DU DOUBS
2018

Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation[1]

Préambule

La commission de surendettement des particuliers du Doubs est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 22 reprises au cours de l'année sous revue.

L'exercice 2018 se caractérise par l'application de la loi Sapin II et la loi de modernisation de la justice du 21ème siècle

PRINCIPAUX ÉLÉMENTS RELATIFS À L'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION

Dépôts de dossiers et redépôts

La tendance à la baisse se poursuit cette année encore. Celle-ci est comparable à celle de l'an passé (- 4 %) et s'affiche à -4.3 %. 1412 dossiers ont été déposés dans le Doubs. Cependant, seuls 1323 dossiers ont été traités en 2018 ce qui représente une baisse de - 15.9 % par rapport à l'an passé, en raison d'évolutions organisationnelles internes et dans un contexte de mise en œuvre de nouveaux outils informatiques (notamment ceux dédiés à la dématérialisation des dossiers).

14 % des dossiers déposés présentent un bien immobilier.

Le taux de redépôt est relativement stable : 48 % en 2017 et 46 % en 2018 en phase avec la moyenne nationale.

Les redépôts suite à une suspension de l'exigibilité s'accentuent : 10.4 % contre 8.6 % en 2017 et 7.6 % en 2016

Recevabilité et orientation

1147 dossiers ont été décidés recevables en 2018 contre 1482 en 2017 soit – 22.6 % à rapporter à la baisse des dépôts d'une part, des dossiers traités d'autre part (cf. supra).

1158 dossiers ont été orientés soit une variation de – 22.9 % par rapport à 2017. L'orientation vers un rétablissement personnel se situe à 39,8 % et à 58.2 % vers un réaménagement de dettes. Cette répartition est stable par rapport à l'an passé.

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes (*explication à donner sur la répartition des dossiers traités*)

La part des dossiers irrecevables est un peu en deçà des moyennes régionales et nationales : 4.2 %

Les rétablissements personnels sans LJ représentent pour leur part 39,4 % des dossiers traités, un peu moins qu'au niveau national (41.5 %) mais en progression par rapport à l'an dernier (31.8 %)

A contrario, les mesures imposées avec ou sans effacement ont un poids de 43.2 % contre 38.5 % au niveau national.

Mesures pérennes et mesures provisoires

Le taux de solutions pérennes est de 75,4 % et s'inscrit dans les proportions observées au niveau régional et national. Ce taux est en baisse par rapport à l'exercice 2017 qui affichait un taux de 82.57 %

---

[1] *« Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »*

RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES ORGANISMES TIERS

Relations avec les parties prenantes de la procédure	Nombre de réunions[2]	Objectif / Thème de la réunion
Tribunal ou greffe du tribunal	1	1 rencontre des juges du département en charge du surendettement avec les membres de la commission
Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)	0	
Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)	2 réunions 25 + 10 travailleurs sociaux assimilés	Présentation de la procédure aux travailleurs sociaux de la CAF et du Grand Besançon (une demi-journée pour chaque session)
Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale	0	
Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière	0	
Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs…	0	
Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale…)	1 réunion 50 travailleurs sociaux ou assimilés	1 formation aux élèves de l'institut régional de formation des travailleurs sociaux (IRTS) Présentation de la procédure de surendettement

Relations avec l'éduation nationale :

Une session avec des deuxièmes années de BTS Banque a également été animée pour 16 élèves.

[2] (organisées ou participation)

PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

- Inéligibilité d'anciens professionnels notamment des autoentrepreneurs qui n'ont pas souhaité être radiés du registre du commerce.

Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

- L'accompagnement et le suivi budgétaire des personnes surendettées au moment du dépôt ou lors de la mise en œuvre des mesures de rétablissement personnel ou de rééchelonnement des dettes restent limitées.

- Difficultés à instruire les dossiers avec biens immobiliers avec démembrement (indivision), usufruit

Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

- Problème du traitement des prêts immobiliers contractés en Francs Suisses CHF et reconvertis en Euros pour les besoins du traitement du dossier de surendettement

- Certains organismes de LOA demandent systématiquement la restitution du véhicule alors que la capacité permet le maintien de celui-ci et mettent ainsi en échec le plan ou contestent les mesures.

A Besançon le 14 février 2019

Joël MATHURIN
Préfet du Doubs

Le président de la Commission

François SAUVAGE
Directeur départemental de la
Banque de France

Le secrétaire de la Commission

ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
DONNÉES D'ACTIVITE 2018

Indicateurs	2017	2018	variation 2018/2017 (en %)
Dossiers déposés	**1476**	**1412**	-4,3%
Proportion de dossiers déposés avec bien immobilier		14,0%	
Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)	47,4%	46,0%	
Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)	8,6%	10,4%	
Dossiers décidés recevables par la commission	**1482**	**1147**	-22,6%
Dossiers décidés irrecevables par la commission	**93**	**56**	-39,8%
Dossiers orientés par la commission	**1501**	**1158**	-22,9%
Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier		41,7%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)	39,0%	39,8%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ)	0,9%	2,0%	
Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes	60,1%	58,2%	
Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)	**1573**	**1323**	-15,9%
Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)	7,1%	5,7%	
Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)	**5,9%**	**4,2%**	
Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)	**31,8%**	**39,4%**	
Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)	0,6%	1,4%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)	**13,5%**	**6,0%**	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)	8,7%	4,2%	
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)	4,8%	1,8%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)	**39,7%**	**43,2%**	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)		30,5%	
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement		18,2%	
Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)		12,8%	
Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)		**75,4%**	
Dossiers jugés recevables à la suite d'un recours sur la décision d'irrecevabilité ou déchéance		**8**	
Dossiers jugés irrecevables à la suite d'un recours sur la décision de recevabilité		**10**	

STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

Indicateurs	Données commission	Données région	Données nationales (France métropolitaine)
Proportion de dossiers décidés irrecevables*	4,2%	4,7%	4,6%
Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ*	39,4%	38,7%	41,5%
Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs*	6,0%	9,0%	7,7%
Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement*	43,2%	40,1%	38,5%
Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*	75,4%	74,4%	76,6%

*en % de dossiers traités

ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ
TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT

Nom géographique	Type de dettes	Encours des dettes en milliers €	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par situation
Doubs	**Dettes financières**	**44 737**	**1 027**	**4 810**	**76,7%**	**89,1%**	**16 174**	**4,0**
	dont dettes immobilières	*22 147*	*192*	*315*	*38,0%*	*16,7%*	*95 500*	*1,0*
	dont dettes à la consommation	*21 691*	*927*	*3 749*	*37,2%*	*80,5%*	*13 728*	*3,0*
	dont autres dettes financières	*899*	*603*	*746*	*1,5%*	*52,3%*	*842*	*1,0*
	Dettes de charges courantes	**6 512**	**939**	**3 868**	**11,2%**	**81,5%**	**3 719**	**3,0**
	Autres dettes	**7 101**	**706**	**1 655**	**12,2%**	**61,3%**	**1 794**	**2,0**
	Endettement global	**58 350**	**1 152**	**10 333**	**100,0%**	**100,0%**	**22 279**	**8,0**

Nom géographique	Type de dettes	Encours des dettes en milliers €	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par situation
Bourgogne-Franche-Comté	**Dettes financières**	**263 930**	**6 369**	**29 716**	**77,2%**	**87,4%**	**15 890**	**4,0**
	dont dettes immobilières	*131 996*	*1 368*	*2 319*	*38,6%*	*18,8%*	*88 199*	*1,0*
	dont dettes à la consommation	*126 075*	*5 601*	*22 524*	*36,9%*	*76,9%*	*12 785*	*3,0*
	dont autres dettes financières	*5 859*	*3 810*	*4 873*	*1,7%*	*52,3%*	*806*	*1,0*
	Dettes de charges courantes	**35 925**	**6 002**	**26 433**	**10,5%**	**82,4%**	**3 471**	**4,0**
	Autres dettes	**42 108**	**4 229**	**9 630**	**12,3%**	**58,0%**	**1 632**	**2,0**
	Endettement global	**341 963**	**7 286**	**65 779**	**100,0%**	**100,0%**	**20 159**	**8,0**

Nom géographique	Type de dettes	Encours des dettes en milliers €	Nombre de situations recevables	Nombre de dettes	Part dans l'endettement global	Part des situations concernées	Endettement médian en €	Nombre médian de dettes par situation
France métropolitaine	**Dettes financières**	**4 925 046**	**128 335**	**600 838**	**74,6%**	**86,8%**	**14 884**	**4,0**
	dont dettes immobilières	*2 321 153*	*21 505*	*37 583*	*35,2%*	*14,5%*	*93 503*	*1,0*
	dont dettes à la consommation	*2 493 589*	*115 651*	*474 676*	*37,8%*	*78,2%*	*12 734*	*3,0*
	dont autres dettes financières	*110 304*	*70 537*	*88 579*	*1,7%*	*47,7%*	*800*	*1,0*
	Dettes de charges courantes	**818 332**	**120 167**	**484 522**	**12,4%**	**81,3%**	**3 507**	**3,0**
	Autres dettes	**854 730**	**82 524**	**184 380**	**13,0%**	**55,8%**	**1 696**	**2,0**
	Endettement global	**6 598 108**	**147 853**	**1 269 740**	**100,0%**	**100,0%**	**19 426**	**8,0**